

LA CROIX

Immigration : l'Espagne et le Sénégal parlent rapatriements

Par Léa Gorius, le 8/4/2021 à 06h53

En visite à Dakar ce jeudi 8 avril, le premier ministre espagnol Pedro Sanchez va s'entretenir avec le président sénégalais Macky Sall pour négocier le rapatriement des migrants d'Afrique de l'Ouest qui arrivent aux îles Canaries, après un bond de l'immigration clandestine vers l'archipel espagnol, en 2020.



La route des Canaries n'est pas une nouvelle route de l'immigration. En 2006, déjà, ceux qui cherchaient à rejoindre l'Europe l'empruntaient, bravant l'agitation de l'océan Atlantique. Mais en 2020, les 23 000 migrants qui y ont débarqué – 10 fois plus nombreux que l'année précédente - ont remplacé l'archipel ibérique au centre des discussions européennes.

Pour Sara Prestianni, responsable migration et asile à EuroMed Droits, c'est l'intensification des contrôles à la frontière au nord du Maroc qui explique cette soudaine augmentation de candidats à l'immigration : « *ce phénomène a créé une porte de sortie vers le sud* ». Un phénomène qui continue en 2021 alors que plus de la moitié des 6 000 migrants que l'Espagne a déjà vu arriver sur ses côtes depuis le début de l'année accostent aux Canaries, d'après le bureau de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés en Espagne.

→ À LIRE. [Immigration : aux Canaries, Madrid contient les migrants d'Afrique de l'Ouest](#)

Mais malgré ces chiffres qui continuent de grimper, les candidats à l'immigration ne quittent pas les îles espagnoles : « *l'Espagne met en place une stratégie testée dans de nombreux hotspot migratoire à travers*

l'Europe », explique l'experte. « Ils confinent pour mieux renvoyer ».

Interdiction de quitter le Sénégal

Un accord de rapatriement avait déjà été mis en place en 2006 entre l'Espagne et le Sénégal, abandonné depuis. En parallèle, l'Espagne continue de renvoyer ses migrants non éligibles à l'asile vers leurs pays d'origine. Seulement, ces rapatriements ont pris du plomb dans l'aile avec la pandémie de Covid-19.

Catherine Wihtol de Wenden : « La militarisation des frontières ne résout rien »

Pour Sara Prestianni, si des accords tels qu'ils avaient été mis en place en 2006 étaient remis sur la table, ils seraient extrêmement problématiques. « *En plus des renvois depuis les Canaries, des bateaux de Frontex patrouillaient dans les eaux sénégalaises pour empêcher le départ des embarcations vers les îles européennes, explique la responsable. On empêcherait les populations de quitter leur pays, ce qui est contraire à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et on criminaliserait les départs* ».

Vraie voie d'accès légal

Une solution serait d'offrir une vraie voie d'accès légal au territoire européen, mais cela ne semble pas être dans les plans du gouvernement espagnol qui vient d'ouvrir un centre de 7 000 places sur les îles Canaries. « *C'est la même logique qu'à Lesbos en Grèce : on bloque les migrants sur les îles, dans le but de les renvoyer dans leurs pays d'origine au compte-goutte* ».

Le futur camp de migrants sur l'île grecque de Lesbos divise

Il est donc « *tout à fait possible* » d'après Sara Prestianni que les deux dirigeants sénégalais et espagnol abordent le sujet lors de leur rencontre alors que les expulsions pourront reprendre avec l'amélioration de la crise sanitaire. En 2020, la grande majorité des migrants qui embarquaient vers les îles Canaries étaient Algériens et Marocains. Les Sénégalais, eux, représentaient 5 % des nouveaux arrivants.

Chaque jour, des migrants continuent de prendre la mer vers les îles Canaries. Fin mars, une fillette malienne de 2 ans est décédée alors qu'elle était à bord d'un bateau de 52 migrants. Elle est, d'après des décomptes officiels, la 19^e victime connue de cette route migratoire depuis le début de l'année.

Léa Gorius